

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/95/BGR

24 juillet 2003

(03-3956)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Nouvelle notification complète au titre de l'article XVI:1
du GATT de 1994 et de l'article 25 de l'Accord SMC

BULGARIE

La Mission permanente de la République de Bulgarie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 18 juillet 2003.

Conformément à l'article 25.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et à l'article XVI:1 du GATT de 1994, le gouvernement de la République de Bulgarie présente au Comité des subventions et des mesures compensatoires sa notification de mise à jour concernant les subventions pour l'exercice budgétaire 2002. Le montant des subventions est indiqué en nouveaux leva (BGN).

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
I. TRANSPORTS.....	3
1. Transports ferroviaires	3
2. Transports publics urbains et interurbains.....	4
3. Transport maritime	5
II. ÉNERGIE	6
1. Chauffage central et charbon	6
III. INDUSTRIES EXTRACTIVES	7
1. Extraction de minerais	7
IV. COMMUNICATIONS	9
1. Postes et services de communication	9
V. ENVIRONNEMENT	10
1. Pollution du sol et de l'eau.....	10
VI. EMPLOI ET PROTECTION SOCIALE	11
1. Promotion de l'emploi	11
2. Aide aux régions faiblement peuplées	12

VII.	AGRICULTURE.....	13
1.	Produits agricoles.....	13
2.	Développement de la production de tabac.....	14

* * *

I. TRANSPORTS

1. Transports ferroviaires

1. Titre du programme de subventions

Aide à la Société nationale d'infrastructure ferroviaire et à la Société des chemins de fer d'État à actionnaire unique

2. Période sur laquelle porte la notification

2002

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Appui à la Société nationale d'infrastructure ferroviaire pour l'entretien de l'infrastructure ferroviaire et aide à la Société des chemins de fer d'État à actionnaire unique pour le versement d'indemnités pour le transport de passagers par le rail.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

- Loi sur le budget de l'État pour 2002 (Journal officiel n° 111 du 28 décembre 2001; modifiée par le J.O. n° 28 du 19 mars 2002).
- Décret du Conseil des ministres n° 1 du 4 janvier 2002 sur l'exécution du budget de l'État.
- Décret du Conseil des ministres n° 671 du 17 octobre 2002 concernant l'octroi d'une aide financière temporaire à la Société des chemins de fer d'État à actionnaire unique pour la fourniture de services d'intérêt général.
- Loi sur les transports ferroviaires (J.O. n° 97 du 28 décembre 2000, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2002, modifiée par le J.O. n° 47 du 10 mai 2002), précisant les conditions et le mode de construction, d'entretien, de développement et d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire.
- Loi sur le contrat de prêt avec l'institution financière internationale, ratifiée par l'Assemblée nationale le 31 janvier 1996 (J.O. n° 12/96).
- Décret du Conseil des ministres n° 482 du 19 décembre 1997 (J.O. n° 125/97) concernant les obligations de l'État s'agissant des accords de prêt et de garantie.

Autorités compétentes: Ministère des finances, Ministère des transports et des communications.

5. Forme de la subvention

Don; prêt; garantie de prêt.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Un don a été octroyé à la Société nationale d'infrastructure ferroviaire et à la Société des chemins de fer d'État à actionnaire unique* pour sa modernisation dans le cadre du programme destiné à améliorer la maintenance, la réparation, l'exploitation et le développement de l'infrastructure ferroviaire; pour la sous-traitance des activités de réparation et de remise en état du réseau ferroviaire, et pour le versement d'indemnités pour le transport de passagers par le rail.

Un prêt sans intérêt a été accordé à la Société des chemins de fer d'État à actionnaire unique pour la fourniture de services d'intérêt général.

L'État garantit intégralement le prêt accordé par l'institution financière internationale à la Société nationale d'infrastructure ferroviaire pour le prêt pour sa restructuration et sa stabilisation.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Don: 70,00 millions de leva.

Prêt: 12,00 millions de leva.

Garantie de prêt pour les versements en 2002: 1,14 million de leva.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Don – durée: année 2002

Prêt sans intérêt – durée: jusqu'au 31 décembre 2003

Garantie de prêt – 2002

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

On considère que le programme de subventions a des effets minimes sur le commerce.

2. Transports publics urbains et interurbains

1. Titre du programme de subventions

Aide aux transports publics urbains et interurbains

2. Période sur laquelle porte la notification

2002

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Appui aux transports publics de la ville de Sofia et aux transports interurbains dans le pays, pour financer une partie des pertes afférentes au transport de passagers.

* La Société des chemins de fer bulgares a été divisée en 2002 en deux sociétés d'État – un exploitant de l'infrastructure, la Société nationale d'infrastructure ferroviaire, et une société s'occupant du transport de passagers et de marchandises, la Société des chemins de fer d'État à actionnaire unique.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

- Loi sur le budget de l'État pour 2002 (Journal officiel n° 111 du 28 décembre 2001; modifiée par le J.O. n° 28 du 19 mars 2002).
- Décret du Conseil des ministres n° 1 du 4 janvier 2002 sur l'exécution du budget de l'État.
- Ordonnance du Ministère des finances sur la gestion des subventions pour les transports publics interurbains et pour les transports publics dans les zones de montagne peu peuplées et dans les zones frontalières (mise à jour chaque année).
- Décret du Conseil des ministres n° 305 du 20 décembre 2002 concernant l'octroi d'un soutien additionnel pour les transports publics de la ville de Sofia.

Autorités compétentes: Ministère des transports et des communications, Ministère des finances, Ministère du développement régional et des travaux publics, municipalités.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

À toutes les sociétés de transport public de la ville de Sofia et d'autres municipalités qui ont satisfait aux critères fixés par l'ordonnance du Ministère des finances concernant l'octroi de dons pour la fourniture de services.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Montant total budgétisé: 27,44 millions de leva.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

2002

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

On considère que les effets sur le commerce sont minimes en raison de l'objectif de la subvention.

3. Transport maritime

1. Titre du programme de subventions

Aide au transport maritime

2. Période sur laquelle porte la notification

2002

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Agrandissement du port maritime de Burgas.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

- Loi sur l'accord de prêt avec l'institution financière internationale, ratifiée par l'Assemblée nationale le 22 juillet 1998 (J.O. n° 88/98).
- Décret du Conseil des ministres n° 482 du 19 décembre 1997 (J.O. n° 125/97) concernant les obligations de l'État s'agissant des accords de prêt et de garantie.

Autorité compétente: Ministère des transports et des communications.

5. Forme de la subvention

Garantie de prêt.

6. À qui et comment la subvention est accordée

L'État garantit intégralement le prêt accordé par l'institution financière internationale et affecté à la Société du port maritime de Burgas.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Garantie de prêt pour les versements en 2002: 24,54 millions de leva.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

2002

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

On considère que les effets sur le commerce sont minimes.

II. ÉNERGIE

1. Chauffage central et charbon

1. Titre du programme de subventions

Aide aux sociétés de chauffage central et de charbonnage

2. Période sur laquelle porte la notification

2002

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aide aux entreprises du secteur de l'énergie produisant du charbon et de l'énergie pour le chauffage central conformément à la stratégie nationale de développement à long terme du secteur de

l'énergie, jusqu'en 2010. Cette stratégie prévoit la restructuration et la privatisation du secteur et un bon rendement énergétique d'ici à 2010, ainsi que l'élimination progressive des subventions dans ce secteur.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

- Loi sur le budget de l'État pour 2002 (Journal officiel n° 111 du 28 décembre 2001; modifiée par le J.O. n° 28 du 19 mars 2002).
- Décret du Conseil des ministres n° 1 du 4 janvier 2002 sur l'exécution du budget de l'État.
- Décret du Conseil des ministres n° 195, du 26 septembre 2000, concernant la cessation technique des activités des charbonnages et l'élimination des conséquences néfastes de l'exploitation des mines une fois qu'elle aura cessé ou aura été réduite.

Autorités compétentes: Ministère de l'énergie et des ressources énergétiques, Ministère des finances.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux charbonnages et aux sociétés fournissant des services de chauffage central à titre de dédommagement pour les prix de détail réglementés par le Conseil des ministres, en vue d'assurer la fermeture technique et la conservation des gisements de charbon peu rentables.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Montant total budgétisé: 55,15 millions de leva.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

2002

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

On considère que les effets sur le commerce sont minimes en raison de l'objectif de la subvention.

III. INDUSTRIES EXTRACTIVES

1. Extraction de minerais

1. Titre du programme de subventions

Aide aux industries extractives

2. Période sur laquelle porte la notification

2002

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aide à la réorganisation du secteur des industries extractives, démantèlement et fermeture des mines peu rentables et l'élimination des effets néfastes de l'extraction et du traitement de l'uranium et de ses déchets.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

- Loi sur le budget de l'État pour 2002 (Journal officiel n° 111 du 28 décembre 2001; modifiée par le J.O. n° 28 du 19 mars 2002).
- Décret du Conseil des ministres n° 1 du 4 janvier 2002 sur l'exécution du budget de l'État.
- Décrets du Conseil des ministres n° 140/1992 et 74/1998 concernant l'élimination des effets néfastes de l'extraction et du traitement des minerais et de l'uranium et de ses déchets.

Autorités compétentes: Ministère de l'économie, Ministère de l'énergie et des ressources énergétiques.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Aux établissements d'extraction de minerais et d'uranium en cessation d'activités.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Montant total budgétisé: 12,80 millions de leva.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

2002

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

La Bulgarie ne dispose pas de données relatives aux effets de la subvention sur le commerce.

IV. COMMUNICATIONS

1. Postes et services de communication

1. Titre du programme de subventions

Aide à la Poste et à l'Agence de presse nationale

2. Période sur laquelle porte la notification

2002

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aide à la Poste et à l'Agence de presse nationale pour la fourniture de services d'intérêt général.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

- Loi sur le budget de l'État pour 2002 (Journal officiel n° 111 du 28 décembre 2001; modifiée par le J.O. n° 28 du 19 mars 2002).
- Décret du Conseil des ministres n° 1 du 4 janvier 2002 sur l'exécution du budget de l'État.
- Loi sur les services postaux (J.O. n° 64 du 4 août 2000, modifiée en 2001 et 2002).
- Statut de l'Agence de presse bulgare, J.O. n° 56 de 1994.

Autorités compétentes: Ministère des transports et des communications; Assemblée nationale.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

À la Poste et à l'Agence de presse nationale pour la fourniture de services d'intérêt général.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Montant total budgétisé: 3,46 millions de leva.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

2002

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

On considère que les effets sur le commerce sont minimes en raison de l'objectif de la subvention.

V. ENVIRONNEMENT

1. Pollution du sol et de l'eau

1. Titre du programme de subventions

Aide pour la réduction de la pollution du sol et de l'eau

2. Période sur laquelle porte la notification

2002

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Réduire la pollution du sol et de l'eau engendrée par les déchets, grâce à la mise en place de matériel de retraitement et de recyclage, et à la construction de stations d'épuration des eaux, afin que la qualité de l'environnement revienne à la normale.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

- Loi sur la protection de l'environnement (J.O. n° 86 du 18 octobre 1991), modifiée par les J.O. n° 100/1992; n° 31 et 65 de 1995; n° 13, 85 et 86 de 1997; n° 62 de 1998 et n°12 de 1999.
- Comptes rendus des sessions de 2002 du Conseil d'administration du Fonds national pour la protection de l'environnement, concernant la réduction des effets nocifs des déchets.

Autorités compétentes: Ministère de l'environnement et de l'eau, Fonds national pour la protection de l'environnement.

5. Forme de la subvention

Subventions et prêts à conditions de faveur (délai de grâce moyen de 24 mois et délai de remboursement moyen de trois ans).

6. À qui et comment la subvention est accordée

Par l'intermédiaire du Fonds national pour la protection de l'environnement, à toutes les entreprises et sociétés retenues à la suite d'un appel d'offres, pour mettre en place du matériel de lutte contre la pollution du sol et de l'eau.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Dons consentis – 15,73 millions de leva.

Prêts à conditions de faveur accordés – 0,69 million de leva.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Les délais sont spécifiés au cas par cas.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

On considère que les effets sur le commerce sont minimes en raison de l'objectif de la subvention.

VI. EMPLOI ET PROTECTION SOCIALE

1. Promotion de l'emploi

1. Titre du programme de subventions

Promotion de l'emploi

2. Période sur laquelle porte la notification

2002

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Des subventions sont accordées par l'intermédiaire de l'Agence pour l'emploi afin de financer des programmes de promotion de l'emploi en rapport avec les priorités fixées dans le Plan national de développement économique, le Plan national de développement régional et le Plan d'action national pour l'emploi.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

- Loi sur le budget de l'État pour 2002 (Journal officiel n° 111 du 28 décembre 2001; modifiée par le J.O. n° 28 du 19 mars 2002).
- Décret du Conseil des ministres n° 1 du 4 janvier 2002 sur l'exécution du budget de l'État.
- Loi sur la promotion de l'emploi, articles 31, 36, 37, 40, 43, 51, 53 et 55 (J.O. n° 112 du 29 décembre 2001, modifiée en 2002 par le J.O. n° 54 de 2002).

Autorités compétentes: Ministère du travail et de la politique sociale et Agence pour l'emploi, qui relève de celui-ci; Ministère des finances

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Des subventions sont accordées pour la promotion de programmes et de mesures en matière d'emplois régionaux et d'emplois pour les jeunes; pour la mise en œuvre de projets offrant des chances égales aux groupes à risque sur le marché du travail par le biais d'une intégration sociale et

économique; pour des programmes et des mesures permettant de passer de l'emploi passif à l'emploi actif.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Montant total budgétisé: 45,27 millions de leva.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

2002

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

On considère que les effets sur le commerce sont minimes en raison de l'objectif de la subvention.

2. Aide aux régions faiblement peuplées

1. Titre du programme de subventions

Aide aux régions à faible densité de population pour la l'approvisionnement en denrées alimentaires

2. Période sur laquelle porte la notification

2002

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aide en vue de financer les frais de transport d'intérêt général pour la livraison directe de pain et d'aliments de base dans les régions de montagne, les régions frontalières et les petits villages de moins de 500 habitants.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

- Loi sur le budget de l'État pour 2002 (Journal officiel n° 111 du 28 décembre 2001; modifiée par le J.O. n° 28 du 19 mars 2002).
- Décret du Conseil des ministres n° 1 du 4 janvier 2002 sur l'exécution du budget de l'État.

Autorités compétentes: Ministère des finances, Union centrale des coopératives.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Par l'intermédiaire de l'Union centrale des coopératives, à toutes les sociétés de transport assurant la livraison de pain et d'aliments de base dans les régions de montagne, les régions frontalières et les petits villages.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Montant total budgétisé: 2,20 millions de leva.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

2002

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

La Bulgarie ne dispose pas de données relatives aux effets de la subvention sur le commerce.

VII. AGRICULTURE

1. Produits agricoles

1. Titre du programme de subventions

Aide aux producteurs agricoles par l'intermédiaire du Fonds national pour l'agriculture

2. Période sur laquelle porte la notification

2002

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Créer les conditions permettant de mettre en œuvre de la politique nationale axée sur la gestion efficace des ressources et à mettre en place des structures orientées vers le marché, et accroître ainsi la compétitivité et le développement durable du secteur agricole.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

- Loi sur le budget de l'État pour 2002 (Journal officiel n° 111 du 28 décembre 2001; modifiée par le J.O. n° 28 du 19 mars 2002).
- Décret du Conseil des ministres n° 1 du 4 janvier 2002 sur l'exécution du budget de l'État.
- Loi sur l'aide aux producteurs agricoles (dernière modification: J.O. n° 96 de 2002).

Autorités compétentes: Ministère de l'agriculture et des forêts, Fonds national pour l'agriculture.

5. Forme de la subvention

Aide; prêt.

6. À qui et comment la subvention est accordée

L'aide est accordée par l'intermédiaire du Fonds national pour l'agriculture du Ministère de l'agriculture et des forêts à toutes les entités inscrites au Registre des producteurs agricoles, dont la production est destinée à la vente aux conditions du marché.

Des subventions sont accordées pour la production de blé, de graines et plantes oléagineuses, de maïs, de pommes de terre et autres légumes, de colza, de betterave sucrière, de lait, de lin, ainsi que pour l'élevage et la production d'engrais.

Les prêts sont accordés pour des investissements dans le secteur agricole dans le cadre de programmes en faveur de la culture, de l'élevage, de l'achat de machines agricoles, ainsi que pour la bonification partielle des taux d'intérêt sur les crédits octroyés aux producteurs agricoles par les banques commerciales.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Dons: 71,61 millions de leva.

Prêts: 4,24 millions de leva.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

2002

9. Informations statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

La Bulgarie ne dispose pas de données relatives aux effets de la subvention sur le commerce.

2. Développement de la production de tabac

1. Titre du programme de subventions

Développement de la production de tabac par l'intermédiaire du Fonds national du tabac

2. Période sur laquelle porte la notification

2002

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Octroi d'aide aux producteurs de tabac pour la mise en œuvre de la politique nationale concernant le développement de la production de tabac.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

- Loi sur le budget de l'État pour 2002 (Journal officiel n° 111 du 28 décembre 2001; modifiée par le J.O. n° 28 du 19 mars 2002).

- Décret du Conseil des ministres n° 1 du 4 janvier 2002 sur l'exécution du budget de l'État.
- Loi du 30 novembre 1993 sur le tabac et les produits du tabac (J.O. n° 101 de 1993), modifiée pour la dernière fois le 21 décembre 2001 (J.O. n° 110 de 2001).
- Décisions du Conseil des ministres n° 59, 239, 240 et 814 de 2002 concernant l'aide à la production de tabac, aux cultures de tabac de premier choix en 2001 et 2002, et à la fourniture de semences de tabac en 2002.

Autorités compétentes: Ministère de l'agriculture et des forêts; Fonds national du tabac.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

L'aide est accordée par l'intermédiaire du Fonds national du tabac, qui relève du Ministère de l'agriculture et des forêts, à tous les producteurs de tabac inscrits au Registre national des producteurs de tabac en application de la Loi sur le tabac et les produits du tabac (ils reçoivent gratuitement des semences). En vue de réglementer la production de tabac, il est prévu d'accorder une prime, financée par le Fonds national du tabac, pour promouvoir la qualité et la culture de variétés spécifiques répondant à une demande du marché.

L'aide vise, en fonction de différents objectifs, à soutenir la production et à la livraison de semences de tabac aux producteurs, à accorder une prime aux producteurs de tabac pour les tabacs produits et livrés en 2001 et 2002.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Montant total budgétisé: 85,79 millions de leva.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

2002

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

La Bulgarie ne dispose pas de données relatives aux effets de la subvention sur le commerce.
